

[Text]

Selon nous, la dualité linguistique est une question d'identité nationale. Vous ne pouvez pas vous contenter d'être dans les estrades et de regarder la parade passer. Vous devez être impliqués dans la parade.

C'est la même chose au niveau de ces programmes. Les communautés francophones, dans plusieurs de nos régions—et il y en a plusieurs—, n'ont peut-être pas toujours les ressources nécessaires pour se mettre au courant de tous les programmes fédéraux. Donc, il faudrait des agents à l'intérieur du PIC qui iraient sensibiliser les communautés à l'importance de se faire reconnaître une place dans le processus.

De notre côté, on le fait au niveau gouvernemental, mais avant que cela se rende aux régions éloignées, il s'écoule beaucoup de temps. Ils n'ont peut-être pas toutes les ressources que le Québec a pour arriver à soumettre des projets de 350 pages pour se faire octroyer des subventions. Donc, il faut qu'il y ait une implication du gouvernement. Il faut aller un pas plus loin et ne pas se contenter de dire: Si vous avez des programmes, on va les regarder. Il faut un peu plus que cela. Il faut un peu de promotion à l'intérieur même des programmes.

**Mr. de Jong:** You have asked the constitutional affairs minister to hold one of the constitutional conferences after January on the theme of linguistic minorities. Can you give us an update in your negotiations with him on this issue?

**M. Godbout:** Je dois vous dire que le niveau de frustration au niveau de cette demande—là augmente de jour en jour. Quand le gouvernement a annoncé la tenue de conférences, vu qu'il y avait cinq conférences, dont une sur les autochtones, on a tout de suite indiqué qu'il serait peut-être temps de situer la problématique des communautés linguistiques en fonction de la question constitutionnelle. On nous a répondu: Eh bien, intégrez-vous à la conférence sur la citoyenneté et la diversité. À ce moment—là, nos communautés seront soit noyées dans le débat sur la la société distincte, soit noyées dans la clause Canada, car tout le monde veut s'intégrer à la clause Canada et apparaître à l'ordre du jour.

C'est ce qui nous arrive au niveau des communautés linguistiques. On est toujours en marge. On a parfois l'impression qu'on est dans une garde-robe et qu'on nous sort quand cela fait l'affaire. Il faut dépasser ce stade—là si on veut sauver le Canada.

Le Canada a une identité et des caractéristiques, et l'une de ses caractéristiques fondamentales est justement la dualité linguistique de mer, à mer, à mer. Là, tout à coup, il n'y a plus un chat qui veut en parler. Cependant, on veut sauver le Canada.

• 1115

Mais à un moment donné, même les alliés, car la Fédération des francophones hors Québec et la Fédération des communautés francophones et acadienne ont toujours été des alliés naturels, commencent à être fatigués. Il y a des francophones à l'extérieur du Québec qui commencent à être fatigués et qui ont l'impression de ne plus avoir d'autre choix que d'être l'adversaire du gouvernement parce qu'il semble que c'est la seule façon de se faire entendre.

[Translation]

As we see it, linguistic duality is a question of national identity. It is not enough just to sit back and watch the parade go by. You have to get involved in the parade.

Well, the same applies to these programs. Francophone communities in a number of our regions—and there are quite a few of them—do not always have the necessary resources to keep abreast of all federal programs. So, it is really up to the CIP people to make these communities aware of the importance of having their rightful place in the whole process recognized.

We, of course, do this kind of thing at the government level, but it takes a long time for the information to filter through to the more remote regions. And they may not have the kind of resources Quebec has to develop a 350 page document outlining all the projects they want to receive funding for. So, the government really must get involved. It has to go one step further and not just say: well, if you have specific programs to suggest, we'll take a look at them. But a little more than that is needed: some promotional activity within those government programs.

**M. de Jong:** Vous avez demandé au ministre des Affaires constitutionnelles d'organiser une conférence constitutionnelle au mois de janvier sur le thème des minorités linguistiques. Pourriez-vous nous dire où en sont vos négociations avec lui sur cette question?

**Mr. Godbout:** As far as that request goes, I must admit that our level of frustration is increasing on a daily basis. When the government announced the conferences, seeing that five were planned—including one on the native issue—we immediately made it clear that we felt this might be a good opportunity to discuss the constitutional issue from the perspective of our linguistic communities. This is the answer we were given. Well, get involved in the conference on citizenship and diversity. But if we do that, the voice of our communities will be lost in the debate either on the distinct society, or on the Canada clause, because everyone has something to say about the Canada clause and wants to appear.

And that is precisely the problem of our linguistic communities. We are always marginalized. We sometimes have the feeling we have been put in a closet, and that we are only brought out once in a while when it suits people. We simply have to get beyond that if we want to save Canada.

Canada has an identity and distinctive characteristics, and one of its fundamental characteristics is precisely its linguistic duality from sea to sea. Now, all of a sudden, nobody wants to talk about that anymore. And yet, we want to save Canada.

But at some point, even allies—because the Fédération des francophones hors Québec and the Fédération des communautés francophones et acadiennes have always been natural allies—become weary. Some francophones living outside Quebec are becoming weary and feel they no longer have any choice but to oppose the government, as it appears to be the only way of making their views heard.